

## 1-Contexte et problématique

L'eau constitue une ressource vitale pour la vie humaine et un facteur déterminant de la production agricole. Dans les pays à économie agricole, la maîtrise et la gestion durable de cette ressource conditionnent directement la sécurité alimentaire et le développement socio-économique. En Afrique de l'Ouest, et particulièrement en Côte d'Ivoire, l'agriculture mobilise plus de 60 % de la population active et contribue de manière significative au PIB, aux exportations et à l'emploi rural. Elle demeure toutefois majoritairement pluviale, donc fortement dépendante des aléas climatiques.

Au cours des dernières décennies, la Côte d'Ivoire a connu une succession de périodes de sécheresse, d'inondations et de pluies irrégulières, qui ont affecté négativement la productivité agricole et accru la vulnérabilité des populations rurales. Parallèlement, la demande alimentaire augmente sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation rapide. Cette dynamique accentue la dépendance du pays aux importations de denrées de base (riz, blé, maïs), fragilisant la sécurité alimentaire nationale et exposant l'économie aux fluctuations des marchés mondiaux.

La question de la maîtrise de l'eau se pose donc avec acuité : comment garantir un accès régulier, équitable et durable à l'eau pour l'agriculture, tout en conciliant les besoins domestiques, industriels et environnementaux ? Cette interrogation s'inscrit dans un contexte marqué par la faiblesse des infrastructures d'irrigation, une gouvernance institutionnelle de l'eau encore insuffisamment coordonnée et des pratiques agricoles faiblement modernisées.

Dès lors, il apparaît primordial d'examiner les politiques publiques et les dispositifs opérationnels susceptibles d'assurer une gestion intégrée et durable des ressources en eau, afin d'accroître la production agricole — en particulier vivrière et maraîchère — et de renforcer les perspectives d'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire face aux pressions climatiques et démographiques.

Cette problématique dépasse les seules dimensions agronomiques et sanitaires. Elle est fondamentalement transdisciplinaire, mobilisant des enjeux de durabilité, de gouvernance des ressources, de dynamiques sociales et culturelles, ainsi que de développement économique. Sa résolution requiert la contribution conjointe des cinq domaines couverts par l'ASCAD.

## 2- Objectifs du séminaire et méthodes

### 2.1. Objectif général

Promouvoir une gestion intégrée, participative et durable des ressources en eau afin de renforcer durablement la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Côte d'Ivoire.

### 2.2. Méthodes

Analyse documentaire (politiques publiques, cadres juridiques, plans nationaux) ;  
Études de cas dans des zones pilotes à fort potentiel hydro-agricole (Vallée du Bandama, région du Gôh, Nord du pays) ;  
Approche participative (agriculteurs, comités de gestion de l'eau, autorités locales, agents de santé) ;  
Analyse sociologique des rapports autour de l'eau ;  
Approche sanitaire (maladies hydriques et vectorielles) ;  
- Ateliers multi-acteurs de validation et co-construction des recommandations

## 3- Résultats attendus

Le séminaire devrait permettre de :

- Produire un diagnostic intégré des liens entre eau, agriculture, santé et sécurité alimentaire ;
- Mettre en évidence des modèles de gouvernance communautaire efficaces et inclusifs ;
- Examiner des stratégies de sécurité hydrique nationale ;
- Identifier les risques sanitaires liés aux aménagements hydrauliques ;
- Renforcer la résilience des systèmes agricoles face au changement climatique ;
- Réaffirmer l'agroécologie comme levier stratégique de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

## 4- Thèmes et sous-thèmes (non exhaustifs)

### 4.1. Eau et Sécurité alimentaire selon les Sciences Sociales

- Évaluer l'impact de la disponibilité de l'eau sur les revenus agricoles et la réduction de la pauvreté rurale ;
- Analyser les effets macroéconomiques de la gestion de l'eau sur la croissance et le PIB agricole ;
- Étudier l'efficacité du cadre juridique et institutionnel de la gestion de l'eau ;
- Examiner les mécanismes de financement des infrastructures hydro-agricoles ;
- Proposer des politiques publiques intégrées en faveur d'une gestion durable de l'eau et de la sécurité alimentaire.

### 4.2. Eau et Sécurité alimentaire selon les Arts et Culture

- Documenter et valoriser les savoirs traditionnels liés à la gestion de l'eau ;
- Analyser le rôle des croyances, rites et normes culturelles dans la préservation ou la surexploitation des ressources ;
- Mobiliser les arts (théâtre, musique, arts visuels, littérature) comme leviers de sensibilisation ;
- Favoriser l'appropriation communautaire des politiques publiques de gestion de l'eau ;
- Encourager le dialogue intergénérationnel autour des enjeux de l'eau et de la sécurité alimentaire.

### 4.3. Eau et Sécurité alimentaire selon les Lettres & Sciences Humaines

- Étudier les perceptions, représentations sociales et pratiques locales liées à l'eau et à l'agriculture ;
- Analyser la répartition spatiale des ressources en eau et des zones agricoles vulnérables ;
- Examiner les dynamiques sociales, culturelles et linguistiques influençant l'accès à l'eau ;
- Identifier les facteurs sociaux (genre, éducation, normes sociales) influençant l'adoption de pratiques durables ;
- Renforcer les stratégies de communication et de sensibilisation adaptées aux contextes locaux.

### 4.4. Eau et Sécurité alimentaire selon les Sciences Naturelles

- Évaluer l'impact de la variabilité hydrique sur la productivité des principales cultures ;
- Étudier les effets sanitaires liés aux aménagements hydro-agricoles (maladies hydriques et vectorielles) ;
- Analyser les interactions entre dégradation des sols, disponibilité en eau et écosystèmes agricoles ;
- Promouvoir des pratiques agricoles durables (agroécologie, irrigation efficiente, conservation des sols) ;
- Étudier la résilience des systèmes de production face aux stress hydriques et climatiques.

### 4.5. Eau et Sécurité alimentaire selon les Sciences Exactes

- Analyser l'évolution récente et future de la pluviométrie et des températures à partir de données climatiques et de modèles de projection ;
- Évaluer l'impact du changement climatique sur la disponibilité des ressources en eau de surface et souterraines destinées à l'agriculture
- Modéliser les scénarios de déficit hydrique agricole selon différents niveaux de variabilité climatique ;
- Quantifier la baisse potentielle des rendements agricoles liée à la diminution des ressources en eau ;
- Développer des outils de prévision et d'aide à la décision pour une gestion plus efficace de l'eau agricole.

## 5- Normes de soumission

- Les propositions de communication suivies d'un résumé de 250 mots au maximum, en lien avec les objectifs, les thèmes et les sous-thèmes sont reçues à l'adresse email suivante : [academiesciences@ascad.ci](mailto:academiesciences@ascad.ci) au plus tard le 10 mars 2026.
- Le Comité Scientifique du séminaire fera un retour aux auteurs des propositions à la date du 17 mars 2026.
- Les communications retenues pourront faire l'objet de publication dans les Actes du séminaire

Pour le Comité Scientifique, le Président  
Professeur Bakary TIO-TOURE

